



COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL
COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL
اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل



37^{ème} Journée du CILSS

12 septembre 2022



Thème : « L'élevage face à l'insécurité civile au Sahel et en Afrique de l'Ouest »

1. INTRODUCTION

L'élevage occupe une place importante dans l'économie des États du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, grâce à des systèmes diversifiés de production animale, allant de systèmes basés sur la grande mobilité à des formes d'élevage sédentaire, incluant les fermes modernes et les élevages laitiers et d'embouche en zone périurbaine. Dans leur grande majorité, les élevages sont également familiaux, et ils sont pastoraux dans la mesure où le bétail est nourri presque exclusivement par la pâture de parcours communautaires ou publics (Hiernaux et Assouma, 2020).

La caractéristique fondamentale de ce système est donc la mobilité comme stratégie de production animale, d'adaptation à la variabilité climatique et de mise en marché du bétail.



En 2018, le cheptel ruminant de l'Afrique de l'Ouest, le Tchad et la Mauritanie, était estimé à 77 millions de bovins, 104 millions d'ovins, 163 millions de caprins et 4,6 millions de camelins (FAOSTAT, 2020). Selon (CSAO-OCDE, CEDEAO, 2008) entre 70 - 90% des effectifs du cheptel bovin et 30 - 40 % de ceux des petits ruminants sont concernés par le système pastoral transhumant et nomade dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Ces données statistiques traduisent l'importance du secteur de l'élevage dans les économies nationales de la région. Près de 80% de la population rurale dépend partiellement ou totalement de leurs animaux pour leur subsistance (FAO, 2012). Pour les pays sahéliens, le secteur de l'élevage contribue pour 10 à 15 % du PIB des Etats, moins de 5 % pour les pays côtiers et environ 25 % du PIB Agricole de la région.

Actuellement le secteur de l'élevage et plus particulièrement le système pastoral transhumant, se trouve confronté à de multiples facteurs de vulnérabilité qui tendent à affaiblir sa durabilité et ses capacités de résilience. Ces facteurs de vulnérabilité s'inscrivent dans des tendances lourdes d'évolution qui sont liées aux effets combinés du changement climatique, de la forte croissance démographique, de l'expansion des terres cultivées, de l'urbanisation, de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat central dans les zones pastorales et de la montée de l'insécurité et du terrorisme (CILSS, 2017).

Toutes ces mutations accentuent la compétition pour l'accès aux ressources naturelles entre l'élevage et l'agriculture. Les difficultés d'accès des éleveurs et de leurs troupeaux à la terre, aux pâturages et à l'eau ont engendré des conflits quelquefois violents. Ces conflits exacerbés par l'insécurité civile qui sévit depuis quelques années dans la région, affectent l'économie tant au niveau régional, national que local et perturbent fortement la production alimentaire et les moyens de subsistance.

Face à cette situation, le plaidoyer développé par les réseaux régionaux d'éleveurs et leurs partenaires a permis aux décideurs politiques de prendre conscience des menaces qui pèsent plus particulièrement sur le secteur élevage au regard de son poids économique et social, ainsi que le rôle crucial que joue la mobilité dans la productivité du cheptel.

Le choix du thème pour la commémoration de la 37^{ème} Journée du CILSS intitulé « L'élevage face à l'insécurité civile au Sahel et en Afrique de l'Ouest » est d'actualité et bien approprié. Il constitue une contribution au plaidoyer et une interpellation à tous les acteurs clés, les décideurs politiques, les partenaires au développement, les acteurs étatiques et non-étatiques des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour un engagement plus soutenu pour relever les défis de développement auxquels l'élevage et le pastoralisme sont confrontés au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans ce contexte de crise sécuritaire.

2. DESCRIPTION DU CONTEXTE SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST EN RELATION AVEC LE THEME



Depuis 2012, l'insécurité affecte les zones traditionnelles d'élevage : Conflits politico-militaire, terrorisme, vol de bétail, trafic de tout genre, circulation des armes légères, banditisme et criminalité transfrontalière, etc. Les crises sécuritaires sont devenues de plus en plus complexes et imbriquées, confinant une frange croissante de la population rurale régionale dans la précarité et la vulnérabilité. Plus que tous les autres secteurs d'activités, le secteur de l'élevage et plus particulièrement les systèmes agro pastoralisme et pastoral transhumant sont touchés par la crise sécuritaire.

Les causes profondes et les liens entre cette crise sécuritaire et systèmes d'élevage pastoraux ont été analysés à travers trois (03) études de référence à savoir l'étude du centre d'excellence de la CEDEAO sur les conflits entre Agriculteurs et Éleveurs en Afrique de l'Ouest : un Défi pour la Sécurité régionale en 2017, de l'UNOWAS sur le pastoralisme et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel en 2018 et celle de 2021 conduite par le RBM « Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ».

La crise sécuritaire actuelle au Sahel est l'expression d'une crise globale de la gouvernance des espaces ruraux dont la crise du pastoralisme n'est qu'une des manifestations. La grave crise sécuritaire et humanitaire, se nourrit des vulnérabilités institutionnelles, organisationnelles, sociales et renforce les tensions intercommunautaires préexistantes. Les fondements de la crise du pastoralisme quant à elles, résident dans les entraves diverses imposées



autour de la mobilité pastorale, de la difficulté des États à protéger le foncier pastoral et des amalgames entre terrorisme et la religion et/ou ethnique. La crise du pastoralisme est donc fortement aggravée par l'insécurité dans la zone du Sahel. Les dynamiques actuelles autour de la mise en valeur des espaces ruraux caractérisés par une concurrence aiguë entre les acteurs engendrent plusieurs conséquences, notamment la mise à l'écart territorial du système d'élevage transhumant.

La réduction des espaces pastoraux et de l'accès aux ressources naturelles pour le bétail engendre des conflits opposant les communautés le long des couloirs de transhumance.

Elles offrent ainsi un terreau favorable aux groupes armés pour recruter parmi les éleveurs. Les tensions communautaires sont voulues et entretenues par les groupes armés non étatique (GANE) afin de détruire la cohésion sociale qui a prévalu globalement jusqu'à présent, et ainsi favoriser leur implantation et leur hégémonie durablement sur le terrain.

Des interrelations fortes se nouent ainsi entre les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et la crise sécuritaire. Les inégalités sociales et l'iniquité dans l'accès aux ressources naturelles aggravées par l'entrée de nouveaux acteurs dans les dynamiques foncières (agro-business, industrie minière...) et dans le secteur d'élevage lui-même constituent un terreau favorable à l'exploitation des sentiments de frustration des populations locales à des fins politiques ou religieuses.

L'incapacité des Etats à trouver des solutions équitables et durables aux antagonismes favorise le développement d'une dynamique de repli identitaire, qui se traduit par la distanciation des liens sociaux entre certaines communautés rurales, ainsi que par l'affaiblissement de la cohésion sociale.

Cette instabilité sécuritaire grandissante fragilise le sous-secteur de l'agropastoralisme en impactant les moyens d'existence des populations rurales dépendantes de l'agriculture et de l'élevage.

- Paupérisation des populations des pasteurs et agropasteurs : décapitalisation et dépossession des éleveurs (vol de bétail, kidnapping), aggravée par une exposition à différentes formes de rançonnement. Elles se font au profit d'autres acteurs, accentuant les inégalités entre éleveurs et accroît le sentiment d'injustice ;
- Le Changement constant des mouvements de transhumance, pouvant être cause de nouveaux conflits. Les axes habituels de mobilité du bétail au niveau intra et inter-frontaliers sont fortement perturbés, obligeant à une reconfiguration permanente des axes de mobilité ;
- Migrations des populations d'éleveurs vers des zones plus hospitalières, à l'intérieur des pays et dans les pays voisins.
- La stigmatisation des communautés pastorales ;
- Fermeture des frontières. L'insécurité et la COVID 19 apparue en 2020 ont entraîné la fermeture des frontières. Ces mesures ont impacté sur la mobilité des agropasteurs et pasteurs transhumants. De fortes concentrations des animaux dans certaines zones : ce qui engendre de plus en plus de dégâts et de conflits fonciers incluant des éleveurs locaux et transhumants mais aussi des risques de dégradation environnementale ;
- Difficultés d'approvisionnement des marchés traditionnels avec pour conséquence la diminution du volume d'animaux de boucherie convoyés à partir des pays sahéliens et le renchérissement du prix de la viande ;



3. SUBSTANCE DES ACQUIS DU CILSS EN LIEN AVEC LE THEME



Les défis critiques auxquels le pastoralisme est confronté sont essentiellement de nature régionale et nécessitent un engagement politique fort pour être relevés. La Déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme, adoptée en octobre 2013¹ incarne cette forte volonté politique et reconnaît qu'il existe un besoin profond d'interventions bien coordonnées qui abordent les problèmes du pastoralisme au niveau régional. Elle fait suite à la Déclaration de N'Djamena sur la contribution du pastoralisme à la sécurité et au développement de la région saharo-sahélienne, adoptée en mai 2013, qui définit les priorités d'une politique de soutien au pastoralisme régional, en liant étroitement les questions de développement et de sécurité. Cette déclaration reconnaît le rôle essentiel que les pasteurs peuvent jouer dans le maintien de la stabilité.²

Pour traduire cette volonté politique aux niveaux international et sous régional, le CILSS sous la direction politique de la CEDEAO, de l'UEMOA et l'appui financier de la Banque Mondiale, l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement, conduit quatre initiatives majeures en faveur du secteur de l'élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ces différentes initiatives contribuent significativement au développement du secteur de l'élevage.

Il s'agit des projets :

- Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), phases 1 et 2 ;
- Le Projet Élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO) ;
- Le Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (PREDIP) ;
- Projet 1 du Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS).

Les réponses au phénomène de la crise sécuritaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest sont multidimensionnelles. Ces projets contribuent à travers des actions multiples au renforcement et au maintien de la stabilité dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ces contributions portent essentiellement sur des actions visant à renforcer le plaidoyer et à sécuriser l'accès des pasteurs et agro-pasteurs aux ressources naturelles (eau, pâturages naturels, résidus de culture, terres salées).

¹ <http://documents.worldbank.org/curated/en/433331468007201906/pdf/840310v20WP0P10Box0382094B00PUBLIC0.pdf>

² http://www.pasto-secu-ndjamena.org/classified/N_Djamena_Declaration_eng.pdf?PHPSESSID=b679b3fa6c839f20fb8ac39d63136d28

La promotion du dialogue multi acteurs aux échelles locale, nationale et régionale

Le dialogue multi acteurs (à tous les niveaux) a été établi pour améliorer la collaboration autour de la gestion de la transhumance à travers l'animation de cadres de concertations transfrontaliers, les plateformes d'innovation multi acteurs pour la prévention et la gestion des conflits entre acteurs, la promotion de différents outils tel : que le guide de Prévention, de Gestion et de Transformation des conflits (PGTC), les outils de formations des acteurs mixtes (journalistes, magistrats et FDS) favorisant l'émergence d'un climat apaisé et décomplexé de collaboration entre les différents usagers de ressources naturelles,

La promotion de la gestion concertée des ressources naturelles

Des millions d'hectares ont été soumis à une gestion durable du paysage grâce à l'adoption d'accords de gestion, les chartes pastorales, les conventions locales etc...

Le soutien à des investissements structurants sur des infrastructures de sécurisation de l'élevage

Des infrastructures ont été construites ou réhabilitées dans des couloirs stratégiques pour fournir des services de production et pour prévenir les risques de conflits : unités vétérinaires, parc de vaccinations, marchés à bétail, quais d'embarquement, points d'eau, aires de repos, aires de pâtures, banques d'aliment-bétail.

La production d'informations pour l'aide à la décision

Un service régional d'information sur le pastoralisme et la transhumance a été construit (Géoportail et d'une bibliothèque numérique) en vue de faciliter l'accès à l'information aux acteurs du secteur d'élevage. Un dispositif d'information innovant en faveur des éleveurs a été aussi développé en s'appuyant notamment sur les radios communautaires. Des supports informatifs sur les textes réglementaires régionaux et nationaux ont été produits et rendus accessibles à un plus grand nombre d'acteurs favorisant une meilleure information et préparation des éleveurs candidats pour une transhumance apaisée et productive

La surveillance et le contrôle des épizooties et des maladies transfrontalières

Des plans stratégiques nationaux pour le contrôle de la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) et l'éradication de la peste des petits ruminants (PPR) ont été élaborés et en cours de déroulement. La Stratégie régionale de santé et bien-être animale a été élaboré.





4. MESSAGES CLES

- **Message 1** : L'élevage et plus particulièrement l'élevage mobile, est une composante importante de l'économie et de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest de par son importance dans la création des richesses, la création d'emploi et l'intégration sous régionale. Il doit être soutenu par des actions structurantes garantissant aux pratiquants tous les droits légaux dans l'accès équitable aux ressources naturelles partagées.
- **Message 2** : Les défis de la gouvernance qui sous-tendent les conflits et l'insécurité civile doivent être relevés. Pour ce faire, les États et Gouvernements des pays du Sahel et l'Afrique de l'Ouest doivent s'engager fortement dans la résolution des crises auxquelles le système d'élevage mobile est confronté notamment la sécurisation du foncier pastoral.
- **Message 3** : La crise sécuritaire a renforcé la stigmatisation dont les éleveurs sont la cible. Il faut travailler à améliorer la perception du pastoralisme sahélien par les populations en tant que système adapté aux conditions écologiques de la zone sahélo-saharienne.
- **Message 4** : Les cadres de concertations et de dialogues multi acteurs qui constituent des puissants instruments de pacification des relations intra et intercommunautaires doivent être soutenus au plus haut niveau politique.
- **Message 5** : Les réflexions prospectives engagées par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS pour la construction d'une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel, versus stratégie régionale pour le développement de l'élevage et une transformation maîtrisée des systèmes d'élevage mobiles doivent être poursuivies.
- **Message 6** : La jeunesse pastorale est aujourd'hui victime de la situation d'extrême précarité, à la fois sur les plans économique, social et sécuritaire et victimes de la crise du pastoralisme qui subit aussi de plein fouet les impacts de la crise sécuritaire. La jeunesse mérite une attention particulière pour lui permettre d'acquérir plus de compétences et lui offrir plus d'opportunités notamment dans les chaînes de valeurs animales.
- **Message 7** : Des efforts soutenus doivent être déployés pour créer des conditions favorisant la mobilisation des ressources financières pour la réalisation d'infrastructures pastorales structurantes basée sur une approche inclusive.

5. PROPOSITION D'ACTIVITES POUR LA CELEBRATION DE LA 37^{ème} JOURNEE DU CILSS

Diffusion du message du Général de corps d'armée Mahamat Idriss Deby ITNO, Président de la République du Tchad, Président en exercice du CILSS, sur les chaînes de télévisions et radios nationales des 13 États membres, à l'occasion de la 37^{ème} Journée.

Organisation d'un dîner de gala au CILSS

Mot introductif du Secrétaire exécutif du CILSS ;

Diffusion du message du Président en exercice du CILSS ;

Animation artistique ;

Diner.

Organisation de conférences-débats dans les 13 États membres du CILSS

Diffusion du message du Président en exercice du CILSS ;

Animation conférence débat ;

Collation/rafraichissements.